N°	1	9	5
----	---	---	---

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU
CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'INSTITUTION
INTERDEPARTEMENTALE OISE/SEINE-MARITIME/SOMME
POUR LA GESTION ET LA VALORISATION DE LA
BRESLE**

<p>OBJET :</p> <p>- Animation de bassin versant : réflexion sur la création d'un nouveau poste complémentaire au poste d'animatrice de bassin versant</p>	<p>L'an deux mil dix Le vendredi 26 mars à 9h30, les membres du conseil d'administration légalement convoqués, se sont réunis à Gamaches, sous la présidence de M. PECQUERY.</p> <p>Etaient présents ce jour : MM. BIGNON, DECORDE, DUHAMEL, JACOB, MAQUET, PECQUERY, SENEAL, VANSEVENANT. Absents excusés : Mmes GAOUYER, HUREL (pouvoir à M. Pecquery), MM. AUBRY, LOIN, JUMEL, MAUGEZ.</p> <p><u>- Animation de bassin versant : réflexion sur les besoins humains supplémentaires</u></p> <p>M. PECQUERY explique la nécessité d'étoffer le personnel des services de l'EPTB Bresle pour faire face aux nouveaux besoins sur le bassin versant que ce soit sur le plan de la continuité écologique et des migrateurs ou sur le plan de l'animation de bassin versant. Il indique néanmoins sa vigilance sur le plan financier compte tenu du contexte actuel pour les Départements en lien avec la réforme des collectivités territoriales qui se prépare.</p> <p>M. SÉNÉCAL indique qu'il est tout de même nécessaire d'avancer pour que l'Institution garde une certaine crédibilité auprès des acteurs et des citoyens de la vallée tout comme auprès des partenaires financiers.</p>
<p>DATE DE LA CONVOCATION :</p> <p>8 février 2010</p>	<p>M. PECQUERY note que derrière ces interrogations, il y a le devenir des compétences des collectivités territoriales qui est en jeu, dont celles des Départements. Il convient durant cette période d'incertitude de rester informé et de réfléchir à la façon dont l'Institution peut continuer à produire des actions et à remplir son rôle d'établissement public territorial de bassin (EPTB).</p>
<p>NOMBRE DE DELEGUES :</p> <p>En exercice 14</p> <p>Présents 8</p> <p>Votants 9</p>	<p>M. BILLARD précise que, compte tenu des nombreuses missions qu'exerce l'Institution actuellement, deux postes potentiels seraient à créer à court terme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un poste de chargé d'étude "continuité écologique/migrateurs" sur lequel le Conseil a déjà donné son accord lorsque les financements publics seront satisfaisants, - un poste d'animateur qui viendrait travailler conjointement avec M^{elle} AGOGUÉ sur le bassin versant mais dans le domaine agricole puisqu'à ce jour, et bien que cela fasse partie des attributions du poste de l'animatrice de bassin versant, il n'a pas été possible de travailler sur cette thématique faute de temps. Ce constat avait par ailleurs déjà été fait lors de la création du poste d'animatrice de bassin versant lequel contenait l'équivalent de travail de deux ou trois postes à temps plein. Nous arrivons au moment où un seul temps plein sur de l'animation de bassin versant n'est plus suffisant.

Il indique également que depuis sa création, le poste d'animatrice de bassin n'a pas fait l'objet de recettes autres que celles prévues par les statuts de l'Institution. Aucune demande auprès de financeurs extérieurs n'a été faite. Après une entrevue avec l'Agence de l'eau, le 6 janvier dernier, il semble qu'une partie du poste de M^{elle} AGOGUÉ puisse être financée par l'Agence de l'eau Seine-Normandie. Le taux est de 50% sur les missions éligibles aux critères de l'Agence. Cependant, certaines missions actuellement effectuées par l'animatrice telles que par exemple les avis donnés sur les projets d'urbanisme n'en font pas partie. Ainsi le recrutement potentiel d'un animateur sur des missions plutôt agricoles, pourrait être compensé par des recettes potentielles dont pourrait bénéficier le poste d'animatrice de bassin.

Concernant la création d'un animateur agricole, le Conseil d'administration autorise le Président à continuer les investigations dans ce domaine (sollicitation de partenaires, demandes de financements,...) afin qu'un projet plus abouti puisse être présenté lors du prochain Conseil d'administration.

Pour extrait conforme,

Le Président de l'Institution,

Jacques PECQUERY